

●●●

Pour ce faire, la préparation du projet de cette Constitution doit être confiée, à mon sens, à une commission nationale compétente, intègre et neutre composée surtout de spécialistes qui auront notamment à clarifier les attributions entre les pouvoirs tout en renforçant les divers moyens de contrôle.

Vos commentaires sur la récente visite de Monsieur François Hollande en Algérie ?

Il faut rappeler qu'il s'agit d'une visite d'Etat qui a ses règles et ses objectifs, ses contraintes et ses limites. Apparemment cette visite a été préparée minutieusement des deux côtés.

Plusieurs volets ont été abordés à cette occasion et la déclaration d'Alger illustre la volonté des deux parties d'aller de l'avant.

A côté du volet économique, le volet politique et mémoriel a pris une part importante dans cette visite.

Concernant le problème épineux de l'Histoire, le président Hollande a mis l'accent sur deux points importants : la vérité et la volonté.

C'est, à mon avis, ce qui va marquer les rapports entre nos deux pays durant les cinq prochaines années. Personnellement, en tant que moudjahed, je considère que nous avons arraché le recouvrement de notre souveraineté nationale de haute lutte et au prix fort : pour moi, c'est ça l'essentiel.

La reconnaissance officielle par l'Etat français du fait colonial abject durant 132 années (fait dénoncé même par des historiens français de renommée dont je salue ici le courage et l'honnêteté intellectuelle, qui ont compris avec une grande partie de leurs concitoyens que nous avons combattu le colonialisme et non le peuple français) est d'abord, à mes yeux, une affaire purement française. Exprimée officiellement, elle peut contribuer à l'apaisement de la mémoire et faciliter le rapprochement entre les deux rives de la Méditerranée pour construire sereinement un avenir commun à travers une coopération solide qui sera bénéfique pour les deux peuples sur tous les plans.

C'est apparemment le message qu'a voulu nous transmettre le chef d'Etat français dans un contexte particulier pour chacun des deux pays. En tous les cas, l'Histoire retiendra les intentions et jugera les actes de chacun !

Etes-vous pour un nouveau mandat pour le président Abdelaziz Bouteflika ?

Il est trop tôt pour aborder ce sujet mais quand on analyse la situation du pays et les profondes mutations internes et externes qu'il est en train de vivre, tout Algérien sain d'esprit ne peut que souhaiter que son pays continue à se protéger et se prémunir contre les menaces qui le guettent de toutes parts tout en se préparant à relever les défis — et ils sont nombreux — qui l'attendent.

Les mécanismes encore fragiles mis en place ou en cours pour gérer des situations complexes militent pour penser d'abord à la stabilité des institutions du pays, à consolider les acquis et à avancer dans la sérénité et la prudence nécessaires.

Laissons donc les choses mûrir et ne pensons qu'au devenir de l'Algérie et rien que le devenir de l'Algérie !

Mokhtar Benzaki

ILS L'ONT TRAÎNÉ DEVANT UNE COUR DE JUSTICE VIRTUELLE

Les redresseurs tournent Belkhadem en dérision

Les redresseurs du Front de libération nationale se sont offert hier, une partie de plaisir en traînant le «mis en cause», Abdelaziz Belkhadem, devant une cour de justice virtuelle ! Ceci dit, le secrétaire général du FLN, tant contesté, était absent à la barre ! Le jugement sera transmis au président de la République.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Il s'agit certes d'une mise en scène mais qui n'a pas pour finalité l'amusement. Bien au contraire, les principaux chefs de file du mouvement de redressement du FLN, en l'occurrence Abdelkrim Abada, El Hadi Khaldi, Rachid Boukerzaza et Mohamed Seghir Kara ainsi que des militants venus de différentes wilayas du pays à Draria, sur les hauteurs d'Alger, semblaient prendre très au sérieux le déroulement du procès qu'ils ont ouvert hier.

C'était, en effet, Abdelkrim Abada qui avait surpris l'assistance en appelant le juge, le procureur de la «république des redresseurs», et les juristes pour prendre place au devant de la salle.

Rachid Boukerzaza se constitue partie civile et le parquet lit les faits reprochés au mis en cause Abdelaziz Belkhadem, à savoir corruption, zizanie, atteinte au patrimoine historique du pays et du parti, distribution de cartes de militant à des individus étrangers au parti, gestion chaotique du volet administratif et financier du parti...

Ensuite, le juge appelle les militants qui veulent se présenter en qualité de témoins. Et

c'est la débandade ! Presque tous veulent prendre la parole et témoigner, car ils estiment que chacun a quelque chose à dire, à reprocher ou à raconter sur Abdelaziz Belkhadem.

Ainsi, les témoignages fusent de partout : «C'est Belkhadem et son fils qui ont instauré le phénomène de baltagua en ramenant un renfort de voyous à Tipasa pour occuper le siège du parti et s'en prendre à nous par la violence. Notre parti a toujours été celui du dialogue et du débat. Mais Belkhadem semble préférer la voie de l'injure, de l'invective et de la violence», dira un militant de Tipasa.

Un autre militant de Tiaret a, de son côté, abordé la problématique des cartes d'adhérent qui se monnaient et se négocient par le SG du FLN, souvent accordées à des opportunistes et individus étrangers au parti. Ceci, ajoute-t-il, en plus des listes électorales qu'il impose depuis qu'il est à la tête du parti et dont il favorise les «bailleurs de fonds».

D'autres militants de Khenchela, d'El Oued et de Souk Ahras ont également dénoncé le recul du FLN lors de ces dernières élections communales et APW à cause des mauvais choix de Belkhadem en pla-

çant des têtes de listes proches de lui mais loin du peuple, souvent même étrangères au parti. C'était au final, à Mustapha Boualeg, ex-cadre responsable au FLN, de citer un exemple concret qui s'est déroulé entre 2006 et 2007, à savoir celui d'un militant RND, qui est à la fois directeur d'université et avocat et pour lequel Abdelaziz Belkhadem l'avait appelé en personne à l'époque pour lui demander de délivrer à ce monsieur une carte de militant. Après avoir entendu l'ensemble des témoins qui ont prêté serment, le parquet a requis la peine maximale.

Prison à vie, c'est-à-dire exclusion définitive du parti. Après quoi, le juge Zibha Zidane, membre du comité central, a prononcé son jugement : «Belkhadem a commis un crime politique et est condamné à la prison à vie, c'est-à-dire le gel de son adhésion au parti à vie, et 1 DA symbolique comme amende à payer pour lui et ses complices. Ils ont toutefois un délai de huit jours pour faire appel».

La salle scande : «Vive la justice.» Abdelkrim Abada a fait savoir que des procès similaires seront tenus au niveau des différentes wilayas du pays et que d'ici la fin de la semaine en cours, les jugements accompagnés des faits seront transmis au ministre de l'Intérieur, Daho Ould Kablia, et au président de la République, Abdelaziz Bouteflika.

L'autre procès

L'initiative prise par le ministre du Travail Tayeb Louh, le ministre de la Santé Abdelaziz Ziari et celui des Transports Amar Tou qui ont été voir Belkhadem pour le convaincre de se retirer du parti est loin d'être «innocente», pour les redresseurs du FLN.

Selon Abdelkrim Abada, ces trois membres du bureau politique complotent quelque chose qui est facilement devinable. «C'est une mise en scène, une fois qu'il ne restera pour Belkhadem que de quitter le parti, alors, il placera un de ces trois à sa place. Nous, les redresseurs, nous leur disons partez tous, nous n'avons besoin d'aucun d'entre vous, car avec un de ces trois individus, nous nous retrouverons à la case départ», a-t-il expliqué.

Enfin, Abdelkrim Abada reconnaît que la démission d'Ahmed Ouyahia de la tête du RND leur a donné force et espoir sans toutefois, admet-il, se faire beaucoup d'illusions : «Belkhadem est d'un opportunisme que ne connaît pas Ouyahia. Ils ne sont pas faits de la même pâte. Il ne faut donc pas s'attendre de la part de Belkhadem à cet acte de grandeur et de dignité qu'est la démission. Il n'a pas le courage d'Ouyahia, Saïd Sadi et Aït Ahmed. Il n'y a d'ailleurs pas lieu de faire la comparaison.»

M. M.

ABDELKADER CHERRAR, MEMBRE DU COMITÉ CENTRAL DU FLN :

«Belkhadem a le choix entre la démission ou la destitution»

Membre du comité central du FLN, Abdelkader Cherrar évoque l'après-Belkhadem, espérant une «sortie de crise honorable» pour le SG contesté. Il fait également part de ses appréhensions relatives à une éventuelle OPA des membres du bureau politique du FLN.

Le Soir d'Algérie : Pensez-vous que la démission de M. Ouyahia de la présidence du RND serait suivie de celle de M. Belkhadem de la tête du FLN ?

Abdelkader Cherrar : En vérité, je la souhaite et je l'appréhende en même temps, elle peut être un début de sortie de crise honorable si elle n'est pas accompagnée de manœuvres sournoises. De toute façon, pour nous, cela ne change rien au sens de notre combat, Belkhadem a un choix réduit à deux options : la démission volontaire, même si aujourd'hui elle est tardive, ou bien subir la destitution par l'écrasante majorité du comité central. Tous les jours, nous enregistrons le ralliement d'éléments qui l'ont soutenu lors de la réunion du 15 juin dernier.

Vous semblez réticent quant à une probable démission de celui que vous voulez détrôner depuis plus de six mois, qu'est-ce qui explique votre réticence ?

Je veux dire que le danger d'une aggravation de la crise pourrait venir d'une éventuelle désignation d'un membre du bureau

politique comme intérimaire, ce serait une véritable OPA d'un clan et le parti serait pris en otage, aussi je tiens à avertir les quelques comploteurs du BP que nous refusons ce diktat et nous sommes déterminés à accroître la pression et aller le plus loin possible pour que les prérogatives du comité central soient pleinement respectées.

Le CC est l'unique cadre de concertation et il est l'instance dirigeante du parti selon nos statuts.

Avez-vous peur que cette désignation d'un intérimaire puisse gêner votre candidature ?

D'abord, nous n'avons pas de candidat à ce jour, mais nous sommes décidés à faire respecter des procédures démocratiques d'élection du futur SG en donnant les mêmes chances à tous les candidats potentiels, en outre, l'actuelle composante du BP a été choisie et désignée par le SG sortant, elle doit donc être considérée comme démissionnaire avec Belkhadem. Il faut qu'ils sachent que nous sommes la majorité et que rien ne se fera sans nous. Leurs petits jeux de coulisses sont périmés.

Est-ce que vous visez par vos propos les ministres membres du BP ?

C'est à eux très précisément que je m'adresse, c'est-à-dire le trio qui a soutenu Belkhadem jusqu'à cette semaine qui a vu

un emballement des événements, maintenant, ils veulent se repositionner et être les seuls bénéficiaires du départ de Belkhadem, nous ne les laisserons pas faire, le FLN n'a pas besoin de leur tutelle, ils pourront présenter leurs candidatures, les urnes jugeront les uns et les autres. En un mot comme en cent, nous rejetons et combattons toute velléité d'intérim qui serait une autre forme d'appropriation du FLN par un clan ou une frange surtout si elle prend le régionalisme comme fondement. Nous ne sommes pas contre des personnes, mais nous rejetons catégoriquement une démarche et une stratégie de prise de pouvoir à l'intérieur du parti qui a toutes les formes d'un aggiornamento.

Donc pour vous, il n'y aura pas de candidat unique avec un plébiscite, quels sont les candidats déclarés ?

Je ne peux pas préjuger du nombre de candidats ni qui le sera, je dis simplement que même s'il n'y en a qu'un seul, il est préférable de recourir au vote à bulletins secrets pour qu'un certain nombre de membres du CC puissent exprimer une opinion contraire et de ce fait le futur SG saura qu'il n'a qu'une majorité et non cette unanimité factice qui pousse à la dictature interne que nous avons vécue. Une ère se termine, la prochaine ne doit pas être et ne sera pas la continuité ou la copie du règne de Belkhadem.

R. N.